

Quelle position de l'ANC pour les élections départementales et régionales ?

Pour nous, et c'est particulièrement vrai dans cette période où l'épidémie a été le prétexte à attaquer tous les droits, nous ne nous présentons pas aux élections avec un catalogue de promesses que nous serions libres d'oublier une fois élus, mais pour en finir avec la délégation de pouvoir et lutter avec vous pour ce que nous devons gagner ensemble.

Notre seul engagement : lutter avec vous. Sans lutte aucun élu ne peut réaliser de grandes avancées.

Notre conviction : le peuple de France ne rejette pas **LA** politique mais **LES** politiques parce qu'il est privé de souveraineté nationale et populaire par des gouvernants qui passent leur temps à faire rentrer par la fenêtre ce que le peuple a rejeté par la porte.

De ce point de vue l'Union Européenne est une machine à ôter au peuple tout pouvoir de décision. Elle est d'ailleurs à l'offensive pour casser l'état français et les lois dites de décentralisation ont aggravé cela les unes après les autres.

Notre conception : les questions stratégiques ne doivent pas prendre le pas sur les choix de société et si l'union est une nécessité elle ne peut pas se faire avec des organisations qui ne veulent pas changer de société.

Quelques pistes de réflexion

Les départements, ont été conçus dans la foulée de la Révolution française avec un souci : l'égalité d'accès au service public déconcentré avec un découpage mettant chaque citoyen ou citoyenne à égal temps d'accès des représentations de l'état.

Avec l'UE ce qui est en cours c'est de remplacer les conseils départementaux élus par des métropoles dont les dirigeants ne sont plus élus par la population mais par des conseils municipaux de plus en plus démunis de pouvoir ce qui permet toutes les manœuvres.

La création des régions résulte elle d'une volonté de **casser les états nationaux** pour faire une UE des régions sur le modèle allemand des landers.

Ce qui est en jeu aujourd'hui à travers les institutions locales avec la soumission volontaire des gouvernements, c'est la fin de deux notions fondamentales :

- **L'égalité de traitement** qui fait que chaque individu a les mêmes droits en matière de transport, d'énergie, de logement, d'emploi, de formation...
- **La solidarité nationale** qui organise cette égalité sur l'ensemble du territoire

Ces deux notions, seul un service public étendu et contrôlé par le peuple peut les permettre.

Dans cet esprit, pour les élections locales nous appelons à combattre la droite et son extrême dont le programme va à l'encontre de ce qui précède.

Nous appelons à soutenir les candidatures, s'il y en a, qui proposeront de se battre au côté de la population pour le développement du service public et s'affranchir de la tutelle de l'UE. Tout le reste n'est que clientélisme, bavardage et aménagement d'un capitalisme à bout de souffle piller de peuples et fauteur de guerres comme actuellement en Afrique et au Moyen Orient.